

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2280

Edition du
06 avril 2020

DANS CE NUMÉRO

Covid-19: les milliards de l'urgence (Yvette Jaggi)

Pour le moment les nécessités sanitaires et économiques font loi, mais le débat idéologique est prêt à repartir

La place financière suisse ne peut ignorer la politique climatique (Jean-Daniel Delley)

BNS et banques se doivent de contribuer à l'effort commun

Glencore en Colombie: les mirages de la «Weltwoche» (Charlotte Robert)

L'hebdomadaire n'a rien vu du désastre environnemental, social et sanitaire créé par la mine de Cerrejon

Bienvenue à Sophie Nedjar (Rédaction)

Un nouveau chapitre dans l'histoire de DP

Covid-19: les milliards de l'urgence

Pour le moment les nécessités sanitaires et économiques font loi, mais le débat idéologique est prêt à repartir

Yvette Jaggi - 05 avril 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36313>

Il fallait s'y attendre: la [Weltwoche](#), qui sait tout mieux que tout le monde et même que l'UDC, a livré dans son édition du 2 avril une série d'articles contestant la politique fédérale en matière de lutte contre la pandémie Covid-19 et ses conséquences. Tandis que le Conseil fédéral gouverne à coup d'ordonnances urgentes et aligne les dizaines de milliards au même rythme, l'hebdomadaire dirigé par Roger Köppel, le conseiller national qui détient le record d'absentéisme sous la Coupole, désigne les vrais responsables de la crise actuelle.

La faute aux Chinois qui mangent des drôles de bêtes échappant à toute inspection sanitaire et à leur gouvernement qui a d'emblée fermement contrôlé les informations concernant le coronavirus. La faute à l'espace Schengen qui donne l'impression d'avoir aboli les frontières nationales. La faute aux frontaliers qui ont importé en Suisse le virus - en même temps que leur force de travail. La faute à Alain Berset qui a tellement fait pression sur les prix des médicaments que l'industrie pharmaceutique suisse fabrique en Chine. La faute à la gauche qui a saisi l'occasion de renforcer l'influence de l'Etat sur l'économie privée.

L'idéologie du Seco

Dans un article publié le 12 mars mais qui semble avoir été retiré du site, la *Weltwoche* citait l'ambassadeur Eric Scheidegger, chef économiste du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco) depuis 2012. Il évoquait encore paisiblement la merveilleuse capacité de résilience de l'économie suisse, dotée de «*stabilisateurs automatiques*». A savoir l'assurance-chômage qui peut verser jusqu'à 520 indemnités journalières, le chômage partiel qui permet une indemnisation temporaire et la sauvegarde des emplois concernés ainsi que... le frein à l'endettement qui tolère des dépenses extraordinaires en cas d'événements exceptionnels, moyennant compensation. Et de citer le cas du «*décrochage*» du franc suisse opéré en janvier 2015, qui n'a finalement eu que des effets momentanés sur la conjoncture. Autant dire que le Covid-19 devrait être maîtrisable à moindres frais, conformément à l'idéologie libérale prévalant au Seco, qui tend à limiter au strict minimum les interventions étatiques sur les marchés, y compris celui du travail.

L'ancien Monsieur Prix et conseiller national (PS/BE) [Rudolf Strahm](#) sait de quoi il parle quand il désigne le Seco

comme une administration «*pour le beau temps et l'absence de l'Etat*» alors même que la situation devrait l'inciter à revoir ses références idéologiques et théoriques.

De fait, le Seco semble bien avoir été celui des offices fédéraux concernés qui a mis le plus de temps à prendre conscience des implications économiques et sociales du fameux virus. Le jeudi 12 mars, à la veille de la fermeture des écoles et universités, les chefs des départements de l'économie et des finances, tous deux UDC, stupéfient leurs collègues par la modestie de leur budget de crise: 15 petits millions de francs pour endiguer la marée de la pandémie!

Un gouvernement qui gouverne

Le [réalisme](#) l'a emporté par la suite, en plusieurs étapes comme il convient en régime pragmatique: le vendredi 20 mars, le Conseil fédéral lance un premier train de mesures à 42 milliards pour atténuer les conséquences économiques de la propagation du coronavirus.

La petite moitié de cette somme, soit 20 milliards, est destinée à financer des aides aux entreprises sous forme de prêts bancaires cautionnés par

la Confédération à 100% jusqu'à 500'000 francs et à 85% pour les montants supérieurs - ce qui a fait dire à [Werner Vontobel](#) qu'il s'agissait d'un programme de subventionnement des banques, pas de soutien aux PME mises en difficulté par la crise du coronavirus. Vu l'afflux de demandes, une nouvelle tranche de 20 milliards est accordée dès le 3 avril, qui permettra peut-être de tenir, sauf prolongation vraisemblable du temps du confinement.

Les calculs et prévisions du *think tank* [Avenir Suisse](#) comme de l'organisation faitière *economiesuisse* font apparaître des besoins en financement public qui s'accroîtront d'au moins 12 milliards de francs à chaque mois supplémentaire de blocage de certaines activités particulièrement sensibles.

Ces mêmes organisations approuvent bien sûr les apports de liquidités à l'économie réelle, dans la mesure où ce soutien est rapide et «*non bureaucratique*». Cette double condition fait contraste avec une traditionnelle contrôlite aiguë, renforcée encore par l'introduction du principe de [subsidiarité](#) dans la Constitution fédérale (art. 5a, voté le 28 novembre 2004 et entré en vigueur le 1er janvier 2008).

Sus à la bureaucratie

En temps de pandémie, le rejet de la bureaucratie revient continuellement dans le

discours des organisations économiques comme dans celui des autorités elles-mêmes, inspirées par le Seco. Ainsi, les banques, [Postfinance](#) comprise, deviennent *de facto* des boîtes aux lettres, fortes de la garantie fédérale qui limite leur risque de créditrices, le plus souvent envers des clients attitrés. L'informatique fait le reste et garantit le versement des prêts cautionnés dans les minutes ou, au pire, dans les deux à trois heures qui suivent la demande.

Le PLR, qui rêve d'imposer un «*Stop à la bureaucratie*» depuis qu'il ne la domine plus, n'a pas réussi à faire aboutir en 2012 son [initiative populaire](#) «*pour une exécution non bureaucratique de la législation*». A défaut de règle générale, la situation d'exception offre une occasion d'application acceptable que la droite économique soutient avec le même élan que la gauche pour cause d'efficacité immédiate.

La loi des lobbies

Les organisations économiques et patronales poussent l'avantage, et donnent les listes de ce qu'il faut faire ou au contraire ne pas faire sans s'encombrer des lenteurs bureaucratiques. Oui à des apports rapides de liquidités à l'économie réelle, notamment par un soutien à l'indemnisation du chômage partiel, non aux plans de relance, qui encourageraient la production de biens présentement non demandés à l'interne et inexportables, non

au [«fonds suisse»](#) de 100 milliards proposé par des professeurs de l'EPFZ. Oui à des mesures visant à combler le déficit de liquidités du secteur financier, mais non aux programmes d'investissement. Oui au développement de structures d'information pour les PME. Et surtout oui à l'assouplissement du droit du travail.

Les organisations patronales préconisent tout à la fois l'ouverture prolongée, voire dominicale, des magasins autorisés ainsi que des facilitations dans la circulation et la logistique des marchandises, pour les travailleurs frontaliers et dans l'administration des hôpitaux. Sur ce dernier point, une collaboration s'instaure effectivement entre établissements publics et privés, l'une des «*solutions créatives*» réclamées par Avenir Suisse.

De leur côté, les organisations syndicales parlent de réalités du terrain, dans les entreprises et les établissements de soins, sur les chantiers et à domicile. L'Union syndicale suisse présente ses revendications avec un certain succès, y compris auprès des [cantons](#) et même des villes qui font usage de leurs compétences. Mais il reste toujours des problèmes à régler. Ainsi, la situation des [salariées et salariés vulnérables](#) contraints à se rendre à leur travail, et la protection des personnels particulièrement exposés, constituent les préoccupations les plus urgentes des syndicats.

Au moment où diverses instances et personnes s'interrogent déjà sur une sortie de crise dont le

calendrier dépendra en réalité des événements, on ne sait qu'une chose: des idées

nouvelles, pour ne pas dire iconoclastes, cherchent leur chemin dans les esprits, tant à droite qu'à gauche.

La place financière suisse ne peut ignorer la politique climatique

BNS et banques se doivent de contribuer à l'effort commun

Jean-Daniel Delley - 03 avril 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36303>

L'impact direct de la Suisse sur le climat ne pèse pas lourd en comparaison internationale. Ce qui ne justifie pourtant pas l'inaction ([DP 2278](#)). Adapter ses comportements personnels relève d'une exigence de solidarité. Collectivement, la Suisse peut néanmoins prétendre à un rôle plus important en misant sur ses points forts. Ainsi de la décarbonation de son parc immobilier dont elle pourrait faire un modèle pour d'autres pays ([DP 2279](#)). Et surtout il est un domaine où notre pays joue dans la cour des grands, celui de l'industrie financière.

La place financière helvétique occupe un rôle important dans les flux de capitaux, qu'il s'agisse de financement, de placement ou encore d'investissement. Ces flux, parce qu'ils contribuent trop souvent encore à soutenir des activités dommageables pour le climat, génèrent des émissions de gaz à effet de serre représentant un multiple de celles produites en Suisse.

Au cours des dernières années, après la signature de l'Accord de Paris sur le climat en 2015, Credit Suisse et UBS ont financé des projets à haute intensité d'émissions de CO₂ pour 12,3 milliards de dollars: mines et centrales à charbon, gaz de schiste, sables bitumineux ou oléoducs. Aux financements directs de projets s'ajoutent des prêts commerciaux et des émissions d'obligations en faveur d'entreprises participant à ces projets (construction notamment). Certes, l'une de ces banques a depuis lors précisé ses [règles de conduite](#). Reste pour elle, et à toutes les autres, à faire preuve d'une réelle transparence en publiant un inventaire de l'empreinte carbone de leurs activités et de leurs offres financières ainsi qu'en présentant un plan de réduction rapide de leurs engagements.

La Banque nationale suisse (BNS), qui figure parmi les plus grands investisseurs de la planète, ne craint pas de placer ses billes dans les entreprises

polluantes. Ainsi elle détient des [actions](#) de sociétés américaines actives dans les énergies fossiles pour plusieurs centaines de milliards de dollars. Interpellée à ce sujet, elle se réfugie derrière la [neutralité](#) de sa politique de placement pour éviter d'écarter les entreprises de tel ou tel secteur: son portefeuille ne fait que répliquer la composition des indices boursiers. Pourtant ses [directives](#) sur la politique de placement stipulent que la banque «*renonce à investir dans des entreprises qui causent de manière systématique de graves dommages à l'environnement*».

La politique climatique de la Confédération ne peut donc ignorer plus longtemps l'industrie financière. Jusqu'à présent, toutes les tentatives qui ont tenté de faire prendre ses responsabilités à ce secteur ont échoué. Ainsi le Conseil national a sèchement [refusé](#) une initiative de la Verte Adèle Thorens demandant que la loi précise la compatibilité entre les activités de la BNS et les

objectifs des politiques publiques. Les opposants ont insisté sur la nécessaire indépendance de la banque qui ne pourrait tolérer que sa politique monétaire s'encombre de considérations environnementales. On notera la faiblesse de l'argument: préciser les règles de placement de la BNS ne limite en rien sa liberté de mouvement en matière monétaire.

Nouvel échec à l'occasion du traitement de la nouvelle loi sur le CO₂. En septembre 2019, le Conseil des Etats a bien évoqué la nécessité de faire

participer les flux financiers à la lutte pour le climat ([art. 1 al. 1, lit. d](#)). Mais il en est resté au principe et sa majorité a considéré comme prématurée sa concrétisation dans la loi. Il appartient désormais au Conseil national de reconnaître l'urgence d'inclure la finance dans la politique climatique.

Le secteur financier dans son ensemble se doit d'analyser les risques auxquels est confrontée son action. Investir dans les entreprises fortement carbonées contribue de manière significative au dérèglement climatique, lui-même facteur de déstabilisation de la place

financière, comme le rappellent de nombreux [économistes](#). On peut donc s'étonner que des parlementaires, habituellement si soucieux des intérêts de ce secteur, ne montrent pas plus d'empressement à légiférer dans ce sens.

De manière générale, l'ouverture de la chasse aux incohérences de l'action publique ne saurait tarder: toutes les politiques, y compris celle qui préside aux investissements de la BNS, se doivent de concourir à la réalisation des objectifs de réductions des émissions de CO₂.

Glencore en Colombie: les mirages de la «Weltwoche»

L'hebdomadaire n'a rien vu du désastre environnemental, social et sanitaire créé par la mine de Cerrejon

Charlotte Robert - 04 avril 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36307>

S'il n'a pas visité que des experts dans la capitale, mais s'est rendu sur l'immense mine de Cerrejon exploitée par Glencore en Colombie, l'envoyé spécial de la [Weltwoche](#) n'a manifestement pas vu la même chose que moi ([DP 2178](#)). En lisant son article, j'ai de la peine à croire que nous sommes en 2020. J'ai l'impression d'un retour à l'ère de la colonisation, quand l'Européen pouvait s'appropriier les terres des autochtones sans dédommagement et en faire ce que bon lui semblait.

L'hebdomadaire proche de l'UDC nous raconte les fleurs que Glencore a replantées aux abords de la mine, mais ne nous dit pas un mot des 500'000 [autochtones Wayùu](#) qui habitent la région. Les Wayùu se sont fait expulser de leurs terres. L'auteur en a-t-il interviewé certains?

La mine, dans le département de La Guajira, est grande comme le lac Léman. En février dernier, je l'ai survolée de nuit et, comme on y travaille 24 heures sur 24, elle s'étalait comme une énorme tache lumineuse dans le paysage.

Je l'ai visitée à plusieurs reprises ces dernières années, la première fois en compagnie d'un employé de l'entreprise responsable des forages. La pauvreté et la pénurie d'eau sont manifestes. La pollution de l'air par la poussière de charbon qui ruine la santé des gens ne peut échapper à quiconque: il suffit de regarder son mouchoir.

Le soir, mon guide m'a accompagnée à l'hôtel de la mine. Une magnifique piscine s'offrait à moi, mais je ne pouvais accepter que cette eau soit refusée aux Wayùu. J'ai

soupé dans ma chambre tant j'avais honte. Et contrairement à tout ce que disent Glencore et la *Weltwoche*, au-dessus de mon lavabo, un écriteau précisait bel et bien: eau impropre à la consommation.

Le lendemain, les gardiens qui m'ont fait visiter le musée et montré des photos des léopards - alors au nombre de quatre - sauvegardés par Glencore toussaient comme des tuberculeux. Ils ne m'ont pas caché qu'ils étaient malades, raison pour laquelle ils avaient perdu leur emploi de mineur. «*Nous on est fichus, mais on fait cela pour nos enfants*», m'ont-ils dit.

J'ai raconté plus récemment ([DP 2235](#)) la suite de l'histoire du petit David. Il est tombé malade et a perdu un poumon. L'hôpital s'escrimait à dire à ses parents qu'il avait une grippe liée au changement climatique. Finalement, une doctoresse leur a révélé la vérité. Elle a été mise à la

porte. La famille a fait un procès à Glencore, procès qu'elle a gagné. Mais cela ne redonne pas un nouveau poumon à leur fils.

Glencore met certes un soin particulier à arroser les camions et les wagons de charbon pour diminuer la poussière. De même toutes les routes de la mine sont arrosées quotidiennement. La mine livre de l'eau aux paysans: une fois par semaine 100 litres d'eau potable et une fois tous les 15 jours de l'eau impropre à la consommation, mais qui peut être donnée aux bêtes ou aux plantes. Les citernes sont ainsi régulièrement remplies. Mais les gens qui, une fois ou l'autre, se sont opposés à la direction de la mine n'en reçoivent pas.

L'envoyé spécial de la *Weltwoche* a rencontré des scientifiques colombiens qui ont réussi à lui faire accroire qu'une mine de charbon était relativement peu dommageable

pour l'environnement. En décembre 2015, les autorités ont été appelées par la [Commission interaméricaine des droits humains](#) à protéger les habitants les plus faibles de la région: les enfants, les femmes enceintes, les femmes qui allaitent et les personnes âgées.

En janvier dernier, Cerrejon a été condamné par le Tribunal administratif de La Guajira à purifier l'air, nettoyer l'intérieur de toutes les maisons et éliminer la poussière de charbon dans les maisons de centaines de milliers d'habitants.

Les Wayùu sont touchés à trois titres: leur terre a été prise, ils n'ont plus accès à leur eau et leur air est pollué. Pour lutter contre le dérèglement climatique aussi, la mine devrait être fermée. La *Weltwoche* a mal choisi son exemple pour combattre l'initiative [Multinationales responsables](#).

Bienvenue à Sophie Nedjar

Un nouveau chapitre dans l'histoire de DP

Rédaction - 02 avril 2020 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/36299>

Après 13 ans au service des rédactrices et rédacteurs bénévoles et des lectrices et lecteurs comme responsable de la gestion opérationnelle et du secrétariat d'édition de DP, notre ami François Brutsch a souhaité prendre sa retraite.

A la suite de notre appel d'offres ([DP 2272](#)), nous avons eu la satisfaction de recevoir des candidatures de qualité. Après l'audition de trois personnes, le choix du comité éditorial et du conseil d'administration s'est porté sur

Sophie Nedjar pour l'animation de la rédaction et le secrétariat d'édition de notre publication, à temps très partiel.

Après une formation et une expérience professionnelle dans les arts appliqués, Sophie

a mené à bien une formation en sciences sociales et politiques (MA) à l'Université de Lausanne, poursuivie par une spécialisation sur les aires Maghreb Moyen-Orient (DESS des Universités de Lausanne et Genève). Elle a été assistante d'enseignement puis chargée de recherche sur un programme du Fonds national. Les questions de médiatisation des savoirs académiques l'ont conduite à la presse écrite. Journaliste RP, elle a collaboré à diverses publications, avant de cofonder, comme responsable de publication, le journal [Article 60](#).

Actuellement, elle vit à Genève, assume la gestion administrative de l'Association genevoise des journalistes, coordonne des projets d'insertion de personnes réfugiées et, pour son plaisir avant tout, elle est étudiante régulière en master de cinéma à l'Université de Lausanne.

Nous nous réjouissons de l'apport de Sophie, qui a commencé son travail le 1er avril, au développement de DP. Pour assurer une transition en douceur, François reste en appui jusqu'à fin mai. Sans lui,

la transformation de DP en média électronique n'aurait pu se faire et nous lui devons également une exceptionnelle qualité et régularité de publication. Sa retraite sera certainement active et nous sommes heureux de savoir qu'il rejoindra le réseau des collaboratrices et collaborateurs occasionnels et bénévoles de DP.

C'est donc reconnaissants pour le passé et pleins d'espoir pour le futur que nous ouvrons ce nouveau chapitre dans l'histoire de DP, qui aura 60 ans en 2023!

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Covid-19: les milliards de l'urgence

<https://www.weltwoche.ch/ausgaben/2020-14/kommentare-analysen/giftpille-die-weltwoche-ausgabe-14-2020.html>

<https://www.rudolfstrahm.ch/das-virus-korrigiert-die-wirtschaftslehrbuecher/>

<https://www.tagesanzeiger.ch/wie-aus-15-millionen-in-zehn-tagen-fast-40-milliarden-wurden-228773893822>

<https://www.infosperber.ch/Artikel/Politik/Schweiz-Covid-19-Krise-Bundesrat-ungenuegende-Massnahmen>

<https://www.avenir-suisse.ch/fr/publication/des-reponses-de-politique-economique-a-la-crise-du-coronavirus/>

<https://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/19995395/index.html#a5a>

<https://www.tagesanzeiger.ch/wirtschaft/unternehmen-und-konjunktur/der-anfang-vom-ende-des-kreditverbots/story/25281795>

<https://www.bk.admin.ch/ch/f/pore/vi/vis394.html>

<https://www.oekonomenstimme.org/artikel/2020/03/ein-schweizfonds-mit-100-mia.-franken-als-zweiter-pfeiler>

<https://www.economiesuisse.ch/fr/articles/crise-du-coronavirus-aide-ciblee-des-cantons-et-des-communes>

<https://www.uss.ch/corona-virus/detail/le-temps-presse-et-toujours-pas-de-solution-pour-les-salarie-e-s-vulnerables>

La place financière suisse ne peut ignorer la politique climatique

<https://www.domainepublic.ch/articles/36234>

<https://www.domainepublic.ch/articles/36278>

<https://cs-reports.mdd.ch/en/2019/report/corporate-responsibility-report-2019/responsibility-for-the-environment/responsibility-for-the-environment>

<https://www.letemps.ch/opinions/bns-faux-investissant-energies-fossiles>

<https://www.rts.ch/info/economie/8856838--la-bns-mene-une-politique-neutre-en-matiere-d-investissements.html>

https://www.snb.ch/fr/mmr/reference/snb_legal_richtlinien/source/snb_legal_richtlinien.fr.pdf

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=44969>

<https://www.parlament.ch/fr/ratsbetrieb/amtliches-bulletin/amtliches-bulletin-die-verhandlungen?SubjectId=47299>

<http://www.alliance-climatique.ch/blog/professeurs-finance-bns>

Glencore en Colombie: les mirages de la «Weltwoche»

<https://www.weltwoche.ch/ausgaben/2020-14/wirtschaft-wissenschaft/wo-glencore-wunder-tut-die-weltwoche-ausgabe-14-2020.html>

<https://www.domainepublic.ch/articles/32129>

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Wayuu>

<https://www.domainepublic.ch/articles/34515>

<http://www.oas.org/es/cidh/>

<https://initiative-multinationales.ch/>

Bienvenue à Sophie Nedjar

<https://www.domainepublic.ch/articles/36044>

<https://www.article60.com/>